

GK/HO
BURKINA FASO

Unité – Progrès - Justice

**DECRET N° 2014- 248 /PRES/PM/MASA/
MEDD/MRAH/MEAHA/MRSI/MEF portant
adoption du Cadre de planification et de suivi
des mesures de réformes dans le secteur
rural.**

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2004-204/PRES/PM/MAHRH/MFB/MEDEV du 27 mai 2004 portant adoption du document de Stratégie de Développement Rural (SDR) à l'horizon 2015 ;
- VU** le décret n°2012-1016/PRES/PM/MAH/MEDD/MRA/MEF/MATDS du 28 décembre 2012 portant adoption du Programme National du Secteur Rural (PNSR) ;
- VU** le décret n°2013-104 /PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant attributions des Membres du Gouvernement ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire ;
- Le** conseil des Ministres entendu en sa séance du 12 février 2014 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est adopté le cadre de planification et de suivi des mesures de réformes dans le secteur rural dont le document est joint au présent décret.

ARTICLE 2 :

Le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministre de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 09 avril 2014

Le Premier Ministre


Beyon Luc Adolphe TIAO

Le Ministre de l'Environnement et
du Développement Durable


Salifou OUEDRAOGO

Le Ministre de l'Eau, des Aménagements
Hydrauliques et de l'Assainissement


Mamounata BELEM/OUEDRAOGO

Le Ministre de la Recherche Scientifique
et de l'Innovation


Gnissa Isaïe KONATE



Le Ministre de l'Agriculture et
de la Sécurité Alimentaire


Mahama ZOUNGRANA

Le Ministre des Ressources
Animales et Halieutiques


Jérémy Tinga OUEDRAOGO

Le Ministre de l'Economie
et des Finances


Lucien Marie Noël BEMBAMBA

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE**

CABINET

**SECRETARIAT PERMANENT DE LA
COORDINATION DES POLITIQUES
SECTORIELLES AGRICOLES**

**BURKINA FASO
Unité- Progrès- Justice**

**CADRE DE PLANIFICATION ET DE SUIVI DES MESURES DE
REFORMES DANS LE SECTEUR RURAL**

Décembre 2013

SOMMAIRE

INTRODUCTION/CONTEXTE	3
A. EVALUATION DU CADRE DES MESURES DE REFORMES	5
B. PLAN PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE REFORMES SUR LA PERIODE 2014-2020	6
C. DISPOSITIF SECTORIEL DE SUIVI, DE COORDINATION ET D’EVALUATION DES MESURES DE REFORMES DANS LE SECTEUR RURAL	12
CONCLUSION	13
ANNEXES	14

INTRODUCTION / CONTEXTE

1. Au regard de l'importance du secteur rural dans le développement socio-économique du Burkina Faso, le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, a toujours élaboré et mis en œuvre des politiques, des stratégies, des programmes ainsi que des projets en vue d'une grande contribution dudit secteur à la croissance économique, à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la gestion durable des ressources naturelles.

2. Au cours de la période couvrant la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), le Burkina Faso a réalisé des réformes importantes dans le domaine des finances publiques et a, au regard des acquis en matière de modernisation de ses instruments budgétaires, obtenu une grande confiance des bailleurs de fonds. En accord avec les engagements de Paris sur l'unicité de caisse, le Gouvernement du Burkina Faso a adopté le principe de l'appui budgétaire direct comme mécanisme de gestion de l'aide publique au développement (APD).

3. Pendant longtemps, les financements de chaque bailleur étaient assortis de conditionnalités et de mécanismes d'évaluation qui lui étaient propres. Ces conditionnalités touchaient à la fois des questions qui allaient des simples procédures d'exécution de projets aux questions relatives à la gouvernance politique générale en passant par celles relatives aux questions juridiques, institutionnelles, etc. Dans le cadre des appuis budgétaires, la négociation des conditionnalités dans des cadres isolés pour chaque bailleur de fonds devenait complexes aussi bien pour le Gouvernement que pour les partenaires dont les visions en termes de mesures entraient souvent en contradiction l'une et l'autre. En outre, le Gouvernement n'avait pas une bonne lisibilité d'ensemble et cohérente de la direction générale des réformes à entreprendre et de la manière de rendre compte des effets et des impacts liés aux ressources reçues des APD.

4. C'est ainsi que dans un premier temps, un cadre de concertation de revue annuelle du Programme d'Actions Prioritaires de mise en œuvre du CSLP (PAP/CSLP) a été constitué et permettait chaque année au Gouvernement et ses partenaires d'évaluer les progrès réalisés en matière d'atteinte d'objectifs de performances dans les différents secteurs clés ciblés par le CSLP. Ces consultations annuelles étaient sanctionnées d'un rapport annuel. Bien qu'étant les résultats d'intenses travaux techniques et de concertations politiques, les indicateurs contenus dans ce rapport ne prenaient pas en compte tous les indicateurs de performances contenus dans les différentes conventions spécifiques de l'aide budgétaire signées entre le Gouvernement et chaque bailleur. Par ailleurs, les indicateurs de performances portaient également sur des mesures de réformes institutionnelles, juridiques et politiques non couverts par le rapport du PAP-CSLP.

5. Parallèlement à la revue du PAP-CSLP, se déroulait un cycle de revue de bilan annuel des appuis budgétaires. Le parallélisme des deux processus n'était pas en adéquation avec le principe de rationalisation des cadres de dialogue Etats-Partenaires. Alors que le rapport du PAP-CSLP avait une plus grande connotation technique, le cadre de revue des appuis budgétaires avait une connotation plus

politique. Ce faisant, les conclusions du premier rapport comportaient une faible prise en charge des aspects politiques avec une répercussion réelle en termes d'amélioration des instruments de gouvernance. Le second rapport qui avait un haut niveau de prise en charge politique connaissait également des difficultés d'appropriation par les services techniques sectoriels qui n'en comprenaient pas forcément les enjeux et les implications stratégiques.

6. C'est dans un tel contexte que les deux processus ont été intégrés et permis de fournir un seul rapport assorti de cadre d'évaluation : la matrice des indicateurs de performances et la matrice des mesures du Cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB).

7. Des cadres sectoriels de revue et des Commissions sectorielles et thématiques ont alors été mis en place et permettaient à chaque secteur d'élaborer un rapport sectoriel annuellement. Ce rapport passait en revue les différents indicateurs de performance et la matrice des mesures, mettait à jour en accord avec les partenaires sensibles du secteur le niveau des indicateurs et définissait les nouvelles mesures pour les deux années suivantes.

8. La Commission sectorielle thématique développement rural et sécurité alimentaire (CST /DRSA) avait à charge la conduite de ce processus pour les trois ministères en charge du développement rural (Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, Ministère des ressources Animales, Ministère de l'Environnement et du développement durable). Dans ce sous secteur, si au cours du processus, une relative stabilisation des indicateurs de performance a été obtenue, il n'en ait pas de même pour les matrices des mesures. En effet, l'apparition de nouvelles mesures dans la matrice n'était pas prévisible et les implications stratégiques n'étaient pas non plus bien appréhendées ni souvent par les services techniques concernés ni souvent par le Ministère de l'Economie et des Finances, alors que ces mesures sont des conditionnalités de déblocage des appuis budgétaires. Mieux, la distinction conceptuelle entre les mesures de la matrice, le budget et les indicateurs de performances n'est pas évidente pour l'ensemble des acteurs.

9. En résumé, afin d'assurer l'efficacité de l'action publique, des mesures ont toujours été identifiées dont la mise en œuvre devait accompagner les programmes, projets et plans d'actions dans leur exécution. C'est ainsi que depuis le Programme d'ajustement du secteur agricole (PASA), en passant par les programmes d'actions prioritaires du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, (PAP/CSLP), le Cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB), jusqu'à la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD), des mesures sont toujours formulées.

10. Les propositions de réforme servent à accompagner les efforts entrepris par le Gouvernement pour renforcer les investissements agricoles et l'efficacité de la dépense publique agricole. Elles contribueront à la mise en œuvre du Programme national du secteur rural (PNSR) adoptée par le Gouvernement en octobre 2012 et donc de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) adoptée en décembre 2010.

11. Dans cette démarche, on entend par mesure de réforme en appui au PNSR, toute action du Gouvernement tendant à modifier le cadre légal, institutionnel, juridique ainsi que des modalités d'opérationnalisation de l'instrument budgétaire pour une meilleure efficacité de l'action publique et d'amélioration du cadre d'action dans le secteur rural.

12. La mise en œuvre d'une mesure de réforme va engager des ressources, et ces ressources devront être programmées dans le budget du PNSR. Dans ce cadre, le PNSR définit les domaines dans lesquels la dépense publique agricole sera orientée durant sa période de mise en œuvre. Le programme d'investissement ainsi présenté doit être accompagné d'un ensemble équilibré de réformes. Un tel équilibre des réformes pour tous les acteurs ne peut être atteint que si les initiatives de conduire ces réformes sont menées dans un cadre intégrateur de tous les pôles d'intérêt publics et privés en présence.

13. Le présent document est le fruit d'un consensus entre les différents groupes d'acteurs du secteur rural en vue de se doter d'un cadre prévisionnel de mesures de réformes nécessaires à la mise en œuvre, la coordination et la cohérence de l'action publique. Après une évaluation du cadre des mesures de réformes, il présente le tableau de bord de référence des mesures consensuelles retenues d'où sera tiré chaque année celles qui devront figurer dans la matrice de l'année. Il décrit également le dispositif sectoriel de suivi, de coordination et d'évaluation des mesures de réformes dans le secteur rural et formule des recommandations pour assurer l'efficacité dudit dispositif.

A. EVALUATION DU CADRE DES MESURES DE REFORMES

14. Le bilan de mise en œuvre du CSLP montre des progrès indéniables mais aussi des limites du cadre d'action pour l'investissement agricole et qui nécessitent la mise en œuvre de réformes.

15. Malgré l'existence d'un tableau de bord des mesures de réformes défini à l'issue des états généraux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (EGASA), le constat montre que dans le cadre de coopération de la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, l'apparition de nouvelles mesures ou des mesures des états généraux qui y ont été reformulées.

16. Une telle situation ne facilite ni le suivi, ni la coordination et la cohérence de l'action publique. Afin d'éviter cette situation dans la mise en œuvre de la SCADD et particulièrement du PNSR, un tableau de bord national unifié et servant de référentiel à tous les partenaires et un mécanisme visant à l'alimenter continuellement sont indispensables.

17. Aussi, il est envisagé que les recommandations issues des rencontres et instances de concertation et de réflexions puissent être régulièrement capitalisées et soumises à des instances comme les cadres sectoriels de dialogue pour leur approbation et prise en charge dans le tableau de bord à moyen terme des réformes.

18. En adoptant ainsi une approche holistique de la question, une solution devrait être trouvée à la question du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des grandes rencontres de concertations sur la mise en œuvre de la politique agricole du pays.

19. Dans cette dynamique, une concertation avec les différents groupes d'acteurs du secteur rural tenue les 14 et 15 novembre 2013 a abouti à la définition d'un cadre de planification et de suivi-évaluation des mesures de réforme. Cette concertation a permis : (i) de clarifier et d'harmoniser la compréhension de la notion de mesures de réformes ; (ii) d'analyser les mesures de réformes actuelles dans le secteur rural afin de retenir et d'identifier des mesures consensuelles à long terme susceptibles d'accompagner efficacement la mise en œuvre du PNSR ; (iii) d'élaborer un plan pluriannuel de mise en œuvre de ces mesures de réformes sur la période 2014-2020 et (iv) d'arrêter le dispositif pour le suivi, la coordination, et l'évaluation des mesures de réformes dans le secteur rural.

B. PLAN PLURIANNUEL DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE REFORMES SUR LA PERIODE 2014-2020

20. Le plan pluriannuel de mise en œuvre des mesures de réformes dans le secteur rural a été élaboré sur la base de la capitalisation des mesures actuelles issues de différents cadres de dialogue dont notamment, (i) la Journée nationale du Paysan qui se tient chaque année; (ii) les Conseils d'administration des secteurs ministériels (CASEM) ; (iii) la revue du secteur rural qui s'est tenue en juillet 2010 ; (iv) les états généraux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, tenus en novembre 2011 ; (v) la revue de la SCADD tenue en mai 2012, (vi) le cadre de coopération du G8 pour l'appui à « la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » au Burkina Faso etc.

21. La situation des mesures formulées fait ressortir des engagements de réformes afin de lever des contraintes inhérentes au secteur ou visant à améliorer les modalités d'intervention de l'Etat et des partenaires au développement en renforçant la lisibilité et la prévisibilité de l'action publique. Il s'agit notamment : (i) des difficultés d'accès au crédit et au financement pour les activités de production, de transformation et de commercialisation ;(ii) des difficultés d'accès aux intrants et aux équipements pour l'intensification des productions ; (iii) de l'insécurité foncière qui ne favorise pas les investissements sur le capital foncier et pour les moyens de production ;(iv) des difficultés de transformation et de commercialisation liées aux difficultés d'accès aux financements et aux coûts de l'énergie ;(v) de l'insuffisance du cadre de politique, législatif et réglementaire qui ne favorise pas les investissements et ne sécurise pas les acteurs dans leurs activités ; (vi) du manque de sécurisation des activités agricoles face aux aléas climatiques, aux crises diverses et aux catastrophes ; ainsi que (vii) du faible niveau technique et de l'insuffisance de professionnalisme des acteurs.

22. La planification pluriannuelle des mesures de réformes dans chacun des domaines suscités tient compte de l'urgence et de la faisabilité et se présente comme suit :

Domaines	N°	Mesures	Observations	Structures Responsables	Planification pluriannuelle										
1. Financement, Approvisionnement, Commercialisation, transformation, Assurances															
Crédit et financement	1.1	Mettre en place un fonds de développement Agricole		DGPER				X							
	1.2	Créer un fonds de promotion des investissements privés au profit des petites et moyennes entreprises agricoles		DGPER										X	
	1.3	Créer un fonds d'appui à la promotion des productions forestières, fauniques et halieutiques		DGFF										X	
	1.4	Mettre en place un mécanisme d'appui à la promotion des PMI/PME du secteur rural		DGPER				X							
	1.5	Mettre en place un fonds de développement de l'entreprenariat agricole	Etude de faisabilité en cours	DGPER				X							
	1.6	Adopter une stratégie en matière d'intrants et d'équipements et son plan d'actions	Cette stratégie prend en compte les productions végétales, animales, halieutiques, fauniques et forestières	DGPV			X								
Equipements et intrants	1.7	Relire la stratégie nationale de mécanisation agricole et son plan d'action	Cette stratégie fait partie intégrante de la stratégie globale en matière d'intrants et d'équipement	DGPER			X								
	1.8	Créer une centrale d'achat des médicaments vétérinaires	Cette mesure a déjà fait l'objet d'une étude de faisabilité	DGSV						X					
	1.9	Mettre en place un fonds d'assurance Agricole	Le rapport provisoire de l'étude de faisabilité est disponible.	DGPER						X					
Assurance, indemnisation	1.10	Mettre en place un fonds d'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles et pour l'éradication des maladies animales légalement contagieuses		DGPER										X	

Domaines	N°	Mesures	Observations	Structures Responsables	Planification pluriannuelle						
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019-2020
Commercialisation, transformation	1.11	Créer une structure de commercialisation et de stabilisation des produits du cru pour l'exportation		DGPÉR					X		
Amélioration du cadre de politique, législatif et réglementaire	1.12	Elaborer et adopter un code des investissements spécifiques pour le secteur agricole	Processus en cours avec la réalisation de notes thématiques	DGPÉR				X			
Encadrement et appui conseil aux acteurs	1.13	Elaborer et mettre en œuvre un système national de vulgarisation et d'appui conseil	Prise en compte des spécificités des ministères du secteur rural	DGPV			X				
Cadre législatif global	1.14	Adopter un projet de loi d'orientation agrosylvopastorale, halieutique et faunique		SP/CPSA		X					
2. Hydraulique agricole et aménagements											
Aménagements hydrauliques	2.1	Elaborer un Programme National des aménagements hydrauliques (PNAH) et son plan d'action opérationnel		DGAH		X					
	2.2	Elaborer au moins un programme pluriannuel de SDAGE		DGBH				X			
	2.3	Elaborer et adopter les projets de schémas directeurs d'aménagements et de gestion de l'eau des agences de l'eau : * Mouhoun, * Cascades, * Nakambé,		DGBH				X			
	2.4	Elaborer et adopter les projets de schémas directeurs d'aménagements et de gestion de l'eau des agences de l'eau : * Liptako * Gourma		DGBH					X		
Aménagements agricoles	2.5	Elaborer et Adopter un cadre de politique de réinstallation dans les périmètres aménagés en prenant en compte tous les types d'exploitants, petits et grands		DGADI				X			

Domaines	N°	Mesures	Observations	Structures Responsables	Planification pluriannuelle						
	2.6	Vulgariser le cadre de politique de réinstallation dans les périmètres aménagés en prenant en compte tous les types d'exploitants, petits et grands		DGADI							X
	2.7	Réviser les règles de gestion et d'utilisation de l'eau agricoles		DGADI		X					
3. Sécurité alimentaire et nutritionnelle											
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	3.1	Restructurer la SONAGESS, en élargissant ses missions et son champ d'intervention pour prendre en compte la stabilisation des prix des produits agricoles, la gestion des excédents, la déconcentration du stock de sécurité alimentaire	Prendre en compte les produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques	SONAGESS		X					
	3.2	Réviser le Cadre général de coopération Etat – Partenaires en matière de sécurité alimentaire:		SE/CNSA		X					
	3.3	Elaborer et adopter une politique nationale de sécurité alimentaire et son plan d'actions	Le Draft de la politique est disponible et le plan d'action en cours d'élaboration (en cohérence avec le PNSR et les politiques nationales de nutrition (PNN) et de protection sociale (PNPS))	SE/CNSA		X					
	3.4	Opérationnaliser la politique nationale de sécurité alimentaire (PNSA)		SE/CNSA			X				
	3.5	Renforcer le dispositif de coordination de la sécurité alimentaire:	En cours de réalisation au SE/CNSA	SE/CNSA		X					
	3.6	Mettre en place le dispositif de mise en œuvre du plan d'actions de la politique nationale de sécurité alimentaire	Mise en place des organes de pilotage, cadres de concertation et actions prioritaires	SE/CNSA		X					

Domaines	N°	Mesures	Observations	Structures Responsables	Planification pluriannuelle						
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019 2020
	3.7	Renforcer le dispositif de ciblage des zones et des ménages à risque d'insécurité alimentaire	déjà prévue Susciter la synergie d'actions des différents intervenants Prendre en compte le RESUREP pour la carte épidémiologique du pays	SE/CNSA		X					
	3.8	Renforcer les capacités techniques, financières, matérielles du SE/CNSA :	Prendre en compte toutes les structures intervenant dans le dispositif	SE/CNSA		X					
	3.9	Développer des outils de résilience et de gestion des risques agricoles		SE/CNSA				X			
	3.10	Renforcer et équiper le dispositif de contrôle de salubrité et de qualité des denrées alimentaires d'origine animale		DGSV				X			
	4. Sécurisation foncière, environnement et gestion des ressources naturelles										
Développement durable, gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4.1	Diffuser la politique nationale de développement durable et la loi y afférente		SP/CONEDD		X					
	4.2	Appuyer l'intégration de la dimension développement durable dans les référentiels sectoriels et locaux de planification		DGESS/MEDD			X				
	4.3	Mettre en place un instrument financier global qui intègre le Fonds national pour le climat et le Fonds d'intervention pour l'environnement		DGESS/MEDD				X			
	4.4	Accélérer la réalisation des ouvrages d'AEPA et impliquer fortement les CT dans tout le processus.		DGAUE	X						
	4.5	Susciter la demande par des actions d'IEC ; Elaborer et expérimenter une nouvelle stratégie de réalisation d'ouvrages		DGAUE		X					

Domaines	N°	Mesures	Observations	Structures Responsables	Planification pluriannuelle									
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		
		d'assainissement												
	4.6	Evaluer et mettre à l'échelle une stratégie efficace de réalisation d'ouvrages d'assainissement		DGA/EUE			X							
	4.7	Mettre à l'échelle une stratégie réalisation d'ouvrages d'assainissement		DGA/EUE				X						
	4.8	Doter les communes d'un système fonctionnel de gestion de déchets solides		SP/CONEDD	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	4.9	Mettre en œuvre la loi portant régime foncier rural et ses décrets d'application pour aboutir à moyen terme à la délivrance d'attestations foncières dans des terroirs villageois		DGFOMR	X	X	X	X	X	X	X	X	X	

C. DISPOSITIF SECTORIEL DE SUIVI, DE COORDINATION ET D'EVALUATION DES MESURES DE REFORMES DANS LE SECTEUR RURAL

23. Le dispositif sectoriel de suivi des mesures de reformes dans le secteur rural retenu comprend un cadre institutionnel et des instruments de suivi-évaluation et de coordination.

Le cadre institutionnel de suivi de mise en œuvre des mesures de reformes

24. Un cadre paritaire Etat-partenaires de concertation et de suivi de mise en œuvre des mesures des reformes dans le secteur rural a pour objectif de rendre transparent, participatif et efficient l'adoption des réformes dans le secteur rural permettant une traçabilité des reformes et l'imputabilité des responsabilités et des résultats aux acteurs et structures concernés. Ce cadre s'insère dans les cadres existant en matière de revue de la SCADD et donc du PNSR mais également de dialogue entre le Gouvernement et les donateurs.

25. Ainsi, le cadre sectoriel de dialogue du développement rural, sécurité alimentaire et environnement (CSD/DR-SA-EV) présidé par le Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire avec comme vice présidents, les ministres des ressources animales et halieutiques, de l'environnement et du développement durable, de l'eau, des aménagements hydrauliques et de l'assainissement, de la recherche scientifique et de l'innovation et comprenant les représentants des différents groupes d'acteurs du secteur rural sera le cadre de suivi de la matrice de mesures. Il est chargé de donner des orientations sur la fixation des mesures, de valider les rapports de mise en œuvre de la matrice et d'approuver les matrices révisées.

26. Un Comité permanent de suivi présidé par le SP/CPSA et comprenant les cinq DGESS des ministères en charge du secteur rural, trois représentants des acteurs non étatiques (OPA, OSC, Secteur privé) et le représentant des chefs de file des PTF du secteur rural. Il est chargé de proposer la matrice de mesures, de suivre la mise en œuvre auprès des structures compétentes, d'élaborer le rapport de mise en œuvre des mesures, d'organiser et d'assurer le secrétariat du CSD/DR-SA-EV et préparer les documents techniques nécessaires aux discussions du CGAB. La division ou département de suivi de la mise en œuvre des politiques du SP/CPSA sera renforcée pour la prise en charge des reformes.

27. Le Comité permanent aura la tâche de (i) assurer/appuyer l'animation et la synthèse de toutes les concertations régionales et nationales ; (ii) compléter et approfondir les priorités répertoriées ; (iii) tirer les grandes conclusions et recommandations d'ordre national et régional.

28. Les structures responsables ou chefs de file des mesures auront pour rôles de (i) préparer pour chaque mesure de reforme la fiche signalétique ou feuille de route dont un modèle est joint en annexe (ii) rédiger un rapport annuel de mise en œuvre des mesures de reformes assorti d'une évaluation d'impact.

29. La cellule en charge des réformes a pour mission de piloter l'ensemble du processus d'élaboration, de priorisation, et de suivi de la mise en œuvre des mesures de réformes. Son rôle sera essentiellement : (i) d'animer et coordonner l'ensemble du processus de priorisation, d'élaboration et de mise en œuvre ; (ii) d'organiser la validation des documents et des modifications finales avant la transmission au Gouvernement pour adoption ; (iii) de consolider et capitaliser les résultats des différentes concertations régionales et nationales ainsi que toutes autres contributions ; (iv) de mobiliser et gérer les fonds nécessaires à la conduite du processus ; (v) de s'assurer de la participation et de l'implication de toutes les parties prenantes à la concertation ; (vi) d'initier ou conduire périodiquement, en collaboration avec les structures nationales compétentes, des revues générales du secteur rural à l'aide d'instruments performants.

30. La cellule en charge des réformes rend compte au Comité permanent chargé des réformes. Afin de faciliter sa mission, au niveau décentralisé, la cellule pourrait avoir des répondants dans chaque structure membre du Comité. Cette équipe aura la charge de répercuter les messages et d'exécuter les directives du comité permanent, de faciliter l'organisation des concertations et la participation des acteurs de leurs domaines de représentation.

Les instruments de coordination de mise en œuvre et de suivi

31. Les instruments de coordination et de suivi de mise en œuvre des réformes sectorielles seront constitués de : (i) un tableau de bord des mesures de réformes contenant tous les engagements du gouvernement avec les partenaires nationaux et internationaux ; (ii) un plan d'action des mesures prioritaires ; (iii) une fiche signalétique ou feuille de route de mise en œuvre de chacune des mesures. Ces outils figurent en annexe du présent document.

CONCLUSION

32. Les mesures de réformes issues de recommandations formulées à l'endroit du gouvernement dans le cadre des grandes rencontres nationales de concertations sur le secteur rural sont ainsi capitalisées, priorisées et leur mise en œuvre planifiée. Le dispositif de suivi, d'évaluation et de coordination retenu devrait permettre d'améliorer le cadre d'action de l'investissement dans le secteur rural.

33. Toutefois, afin d'assurer de l'efficacité à la planification et à l'évaluation des mesures de réformes, les mesures d'accompagnement nécessaires sont :

- former les personnels en charge de l'élaboration des politiques et programmes de développement rural en suivi des réformes politiques ;
- intégrer les mesures de réformes dans les programmes d'activités des ministères afin d'assurer leur exécution effective ;
- intégrer l'opérationnalisation du dispositif de suivi et de coordination des mesures de réformes du secteur rural dans la feuille de route globale d'opérationnalisation du PNSR ;
- prendre en compte le Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation (MRSI) au niveau du dispositif de suivi (Ministre au niveau de vice présidence du CSD/DR-SA-EV et le DGESS /MRSI au niveau du comité permanent de suivi.

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAU DE BORD DES MESURES DE REFORMES DANS LE SECTEUR RURAL (EXEMPLE)

MESURE, SOURCE, ANNEE ET RESPONSABLE					ENGAGEMENT POLITIQUE AVEC LES BAILLEURS DE FOND		OBSERVATIONS
N°	Intitule de la mesure	Source (JNP, CASEM, AG Projet et Sociétés d'Etat, Cadre de dialogue, Revues, Conventions Accord)	Année d'adoption	Structure responsable	SCADD	BF-G8	
1	Elaborer une politique nationale de développement durable assortie d'une loi et des textes d'application	EGASA	2011		Elaborer la politique nationale de développement durable		Le MEDD a engagé le processus d'élaboration de la politique

ANNEXE 2 : PLAN D'ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE REFORMES DANS LE SECTEUR RURAL (EXEMPLE)

N°	INTITULE	JUSTIFICATION	DEFINITION	ENGAGEMENT POLITIQUE	PREUVE DE REALISATION	PERIODE INITIALE	ACTIVITES A MENER	CHEF DE FILE	PARTENAIRES	ECHÉANCE
1	Adopter le programme national du secteur rural (PNSR)	Le secteur rural a été longtemps marqué par un réaménagement et une multitude de politiques, de stratégies et de programmes, source d'une difficulté de coordination et d'harmonisation des interventions. Aussi, le PNSR servira t il de cadre unique d'intervention	Ce programme vise à assurer la cohérence des investissements dans le secteur rural productif (agriculture, ressources animales et environnement) et à promouvoir l'approche filière au niveau du secteur rural. Cette mesure sera évaluée sur la base de la disponibilité du document adopté par le Conseil des Ministres. Le coût de mise en œuvre de cette mesure est évalué à 150 millions de Francs CFA.	SCADD	Disponibilité du document adopté par le Conseil des Ministres	2012	-Finaliser le document -Elaborer le rapport en Conseil des Ministres -Soumettre le rapport avec le document du PNSR	SP/CPSA	CAB/MAH	31 /12/2012

ANNEXE 3 : EXEMPLE DE FICHE SIGNALÉTIQUE (Feuille de route d'une mesure de réforme)

Code :		Elaborer, adopter et promulguer la loi sur les interprofessions.
Définition de la mesure de réforme	Il s'agit d'améliorer la concertation entre acteurs des filières agricoles et améliorer la gestion de celles-ci.	
Historique	<p>Le schéma interprofessionnel prit forme dans les Etats européens notamment en France par la loi du 10 Juillet 19751 qui lui offre un statut juridique adapté à sa finalité.</p> <p>Les interprofessions sont encore jeunes au Burkina. La première tentative date de 1995 avec l'initiative conjointe (idée lancée en 1992) CILSS, CEBV et le financement USAID de mettre en place dans chaque Etat sahélien un Cadre National de Concertation pour la promotion des échanges des produits de l'élevage (CNC), centré sur la commercialisation. Après une période de léthargie (faute de financement, disfonctionnement), celui-ci connaît une relance encore inachevée en 2001, grâce au PAF et au CILSS, sous l'appellation "Cadre National de Concertation pour la promotion des Ressources Animales (CNC/RA). La même année (2000), le Burkina connaît véritablement la mise en place de ses premières interprofessions avec la mise en place du COB et des Tables filières karité et lait. La revue documentaire et les investigations sur le terrain ont permis de recenser, à cette date, une dizaine d'interprofessions.</p>	
Motif de la réforme	<p>La SDR a pour la promotion des filières Agro-sylvo-pastorales, l'approche filière et opté pour l'interprofession, comme forme d'organisation et outil de coordination et d'orientation des actions de développement, et de responsabilisation des acteurs vis-à-vis du devenir de leur filière. L'expérience actuelle montre que les interprofessions existantes sont diversement constituées avec un fonctionnement mi-satisfaisant, pour la plupart tant du point de vue de la bonne gouvernance, que de la transparence de gestion, de la circulation de l'information l'autonomie financière, de la concertation et de l'établissement d'accords interprofessionnels. En outre, on relève un ancrage juridique imprécis qui laisse la porte ouverte à la constitution et à l'organisation/fonctionnement mais également limite l'action et le développement des interprofessions.</p> <p>C'est au vu de cette grande diversité, que les acteurs ont proposé qu'une loi spécifique sur les interprofessions soit élaborée</p>	
Objectif général	Doter les acteurs des filières agro-sylvo-pastorales d'un cadre juridique pour la promotion des filières agricoles à travers l'outil privilégié de concertation qu'est l'interprofession dans le cadre de l'approche filière qu'a adoptée le Burkina Faso	
Objectifs spécifiques	OS 1 :	Elaborer l'avant projet de loi et faire adopter la loi
	OS 2 :	Mettre en application la loi

	OS 3 :	Elaborer des outils d'évaluation et conduire l'évaluation de la mise en œuvre de la loi					
Résultats attendus de la réforme	R 1 :	La loi sur les interprofessions est adoptée et promulguée					
	R 2 :	La loi sur les interprofessions est mise en application					
	R 3 :	Une évaluation de la mise en œuvre de la loi est faite					
Acteurs impliqués	Structures gouvernementales	SP/CPSA, DOPAIR/DGFOMR, autres directions des ministères					
	Organisations non étatiques	CPF, CNA, SPONG, FIAB					
	Partenaires techniques et financiers	Du secteur rural (BM, ARD, GIZ, RFA, BAD, UE, FIDA etc)					
	Autres						
Agenda de mise en œuvre							
Activités	Début MM/AA	Délai de réalisation (en mois)	Structure responsable	Acteurs impliqués	Résultat intermédiaire / source de vérification	Coût de réalisation (en milliers FCFA)	Source de financement
Activité 1 : Adoption de l'avant projet de loi en conseil des Ministres	2012	1J	Cabinet/MAH	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères	Projet de loi adopté		
Activité 2 : Vote de la loi par l'Assemblée nationale	2012	1 mois	Cabinet/MAH	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères	Loi promulguée		
Elaboration des textes d'application	2012	2 mois	DOPAIR/DGF OMR	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères CNA ; CPF, Interprofessions	Les textes		

Activité n : adoption des textes d'application	2012	1J	Cabinet/MAH	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères	Les textes adoptés	
Elaboration des outils d'évaluation de la loi	2013	2 mois	SP/CPSA	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères CNA ; CPF, Interprofessions		
Conduite d'évaluation de la mise en œuvre de la loi	2015	3 mois	SP/CPSA	DOPAIR/DGFOMR SP/CPSA, autres directions des ministères CNA ; CPF, Interprofessions		
Date de clôture (MM/AA)	2015					